

N°595

du 16
AVRIL
2013

Editorial

Par Koffi
SOUZA

LE CHAMEAU DE HOLLANDE FINIT EN TAGINE

Il est des périodes dans la vie où rien ne va, où les bonheurs les plus simples se transforment en catastrophes. C'est ce que doit penser le président français François Hollande : son ministre du Budget lui a menti, l'économie est en apnée. Et voici que l'on vient d'abattre sauvagement son animal de compagnie.

Il est vrai qu'il s'agissait d'un être un peu spécial. Pour le remercier de l'intervention française au Mali, les autorités de ce pays avaient offert au chef de l'état français un joli caméléon. L'animal s'était révélé fort récalcitrant : agité et nerveux, il pleurait, peut-être conscient du mauvais sort qui l'attendait.

Comme il était hors de question de le ramener dans l'Airbus présidentiel, on décida de le placer dans une famille d'accueil qui était censée l'entretenir.

Mais, on vient d'apprendre qu'au lieu d'accomplir leur tâche éducative, les gardiens du chamelon l'ont mangé préférant un bon tagine à la réalisation de leur mission.

Navrées, les autorités maliennes ont décidé d'offrir un nouveau chameau à François Hollande dont elles assurent qu'il sera plus beau et moins caractériel que son prédécesseur.

On lui souhaite une bonne émigration vers la France. Les parcs de l'Elysée ou du château de Versailles sont prêts à livrer leur herbe printanière à ce joyau du désert.



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

P.3 Revendications salariales et grève tous azimuts

Le Gouvernement étudie la grille indiciaire, la STT s'embourbe dans la recherche d'un leadership sur l'Intersyndicale

P.4 Production et exportation de gisement de clinker

L'usine d'exploitation de ScanTogo Mines construite à 20%



Séléagodji Ahoomey-Zunu, Premier Ministre

P.7 Télécommunications

Les officiers supérieurs étaient en visite chez Moov-Togo

P.3 A l'approche de la grande saison des pluies

L'Autorité s'arme contre les inondations à Lomé et à l'intérieur du pays

P.4 Grèves à répétition de la Synergie des travailleurs du Togo, Stt

L'Etat entre les réalités économiques et les revendications légitimes des fonctionnaires

* Le budget de l'Etat actuel ne permet pas de doubler les salaires des agents

moov promo

Pour Pâques, je craque sur les packs!

Rendez-vous dans vos agences Moov.

- Alcatel OT 802Y 20 000 FCFA
- Alcatel OT 606 15 000 FCFA
- Alcatel OT 255 10 000 FCFA
- Alcatel OT 208 4 000 FCFA

www.moov.tg

Service clients : 777 (gratuit) ou 99997777 (payant)

etisalat

PA-LUNION

www.pa-lunion.com

.COM

Prix: Togo, Bénin, Burkina: 250CFA Zone CFA: 300 F Europe et autres pays: 1 euro ---Abonnement: Contacter 22 61 35 29 / 90 05 94 28

Revendications salariales et grève tous azimuts

Le Gouvernement étudie la grille indiciaire, la STT s'embourbe dans la recherche d'un leadership sur l'Intersyndicale

Jean Afolabi

Les premières déclarations des responsables de la Synergie des Travailleurs du Togo (STT) présageaient déjà de ce qui arrive aujourd'hui comme un désordre syndical. Avec des élèves tout innocents déversés dans les rues de Lomé, hier lundi, pour la cause des meilleures conditions de vie et de travail. Très tôt, pour eux, leur «légitime» organisation est créée pour renverser l'ordre, pour disqualifier les leaders actuels des centrales syndicales regroupées au sein de l'Intersyndicale. Comme par un coup de baguette magique. L'esprit de guerrier était fort visible, à côté de la pile de revendications tout aussi légitimes et méritées. Au-delà des rencontres officieuses avec l'Autorité, ils ont opté pour une intense médiatisation qui devait aboutir à imposer la Synergie au Gouvernement comme seul interlocuteur. Alors même que l'idéal allait être de provoquer le remplacement des leaders syndicaux dits «non représentatifs» au sein même des centrales et prendre la tête de la lutte revendicative. Les syndicats de base des praticiens hospitaliers et des enseignants – qui drainent la STT – étant membres à part entière de la CSTT, l'une des centrales syndicales dont la STT a vite fait de décréter la disqualification. Sans aucun cadre formel. Au point où tout ceci fait finalement désordre. A juste titre, à l'occasion d'une rencontre avec le Gouvernement le 22 janvier dernier, les membres de la Synergie relevaient qu'il s'agit d'un problème interne aux centrales. A l'époque, dans une position un peu délicate où il faut aussi craindre la non-ingérence du politique dans le choix des dirigeants syndicaux, le Premier ministre Séléagodji Ahoomey-Zunu était volontaire à aider à régler la guerre de leadership.

Déjà deux rounds de grève aux conséquences certes fâcheuses pour des malades et des élèves tout prêts des examens de fin d'année. Avec la pleine conscience qu'elle n'est pas non plus habilitée à représenter tous les syndicats de base des centrales syndicales à une table de discussions, la STT va-t-elle finalement accepter s'asseoir avec les leaders syndicaux décriés, pour des échanges profitables aux pauvres salariés ? Va-t-elle se mettre à multiplier les mots de grève jusqu'à la fameuse augmentation des salaires qui passe par la revalorisation de la grille indiciaire ? Que peut-on attendre de la facilitation actuelle entre l'Exécutif et la STT ? Elle qui remerciait déjà, courant janvier, le Gouvernement pour sa disponibilité à œuvrer pour le règlement des problèmes liés au monde du travail et à améliorer progressivement les conditions de vie des travailleurs, dans la foulée de l'adoption de la loi portant statut général de la Fonction



Séléagodji Ahoomey-Zunu, Premier Ministre



Dr Gilbert Tsolenyanou, Porte-parole de la STT

publique. Naturellement, la STT devra choisir la bonne méthode au risque de se discréditer, à force de lancer des mots de grève qui radicalisent les positions. Car, en face, les Ephrem Tsikplonou, Mathias Hlomador, Yves Palanga, Tévi Bénissan... continueront de s'y accrocher.

Il faut rappeler que, par le passé, le Chef du Gouvernement a rencontré les centrales syndicales comprenant des membres de la STT qui, après discussions, ont accepté que les centrales prennent à leur compte leurs revendications pour les discussions avec le Gouvernement. Ce qui n'a pas empêché, à la surprise de l'Exécutif, la STT d'appeler à la grève des travailleurs pendant que les centrales discutaient avec l'Autorité gouvernementale. Pis est, en s'embourbant dans sa recherche de leadership, la Synergie a surpris en maintenant la grève des 4 et 5 avril 2013, après les discussions officielles du 3 avril où elle promettait de suspendre le mot d'ordre de grève. Contre toute attente, il se raconte que la marche anniversaire du Collectif Sauvons le Togo a été brandie pour ne pas surseoir au mouvement de débrayage social. Aisément, la perche est tendue au pouvoir pour « dénoncer le caractère politique que revêt cette démarche de la STT qui a soumis une plate forme que le Gouvernement ne pourrait satisfaire, vu les moyens limités de notre pays ».

En clair, tout apparaît que le Gouvernement n'a jamais rompu les discussions avec la Synergie. Seulement, il tient à associer, dans sa démarche, tous les syndicats de fonctionnaires pour parvenir à un accord global sur le contenu des décrets d'application du nouveau statut de la Fonction publique, d'autant que les questions de salaires, de primes ou de modalités de départ à la retraite touchent tous les agents de l'Etat. Et c'est ici que se pose la question fondamentale : le pouvoir peut-il aller à une augmentation au taux voulu par les fonctionnaires ? Ceci repose le problème de moyens limités du Togo, car la revalorisation ne se fera pas que sur quelques mois. Ceci repose aussi le problème des sanctions en cas de détournement de

deniers publics, surtout que des agents publics ne peuvent pas toujours s'enrichir pendant que l'Etat employeur s'appauvrit. Ceci repose la question des réticences qui empêchent les réformes de s'opérer au profit de tous. Pendant ce temps, on continuera par crier, au sommet de l'Etat, qu'une augmentation sensible des rémunérations des agents créerait des difficultés à l'Etat employeur. « Le budget de l'Etat actuel ne permet pas de doubler les salaires des agents. Une augmentation sensible des rémunérations des agents créerait des difficultés à l'Etat employeur. En outre, une telle mesure ne permettrait pas au Togo de respecter l'indicateur Masse salariale/Recettes fiscales, arrêté à 35% dans l'espace UEMOA », a-t-on entendu dire lors du dernier atelier de revue de la mise en œuvre des réformes au 2^{ème} semestre 2012, le

25 mars dernier.

Il faut rappeler que la revalorisation des salaires avec déplaçonnement de la grille indiciaire est bel et bien consacrée dans le budget général 2013, au titre des dépenses nouvelles prioritaires de l'Etat pour l'année 2013. Les travailleurs ne souhaitant plus des augmentations de 3% ou 5%, des revalorisations de 5.000 francs Cfa qui n'ont finalement pas de réel changement sur les salaires. Le pouvoir de Faure Gnassingbé a la tête plongée dans les calculs... pour aboutir au fameux décret d'application auquel a été renvoyée la grille indiciaire. Avant un probable collectif budgétaire pour la valeur indiciaire, à en croire le rapport au fond de la Commission des finances du Parlement au moment de l'adoption du statut général de la Fonction publique.

A l'approche de la grande saison des pluies

L'Autorité s'arme contre les inondations à Lomé et à l'intérieur du pays

La gestion des inondations de 2009 a coûté au gouvernement la somme de 481 millions de francs Cfa. Pire, l'année suivante, l'évaluation post catastrophes des dommages et pertes au niveau de tous les secteurs affichait officiellement environ 19 milliards de francs. D'une manière générale, le Togo est souvent confronté depuis quelques années aux urgences liées aux inondations qui occasionnent des dégâts et des coûts importants pour son économie et les populations. D'où la mise en place d'un Plan de préparation et de réponses aux urgences.

Le sujet a été évoqué au conseil des ministres du mercredi dernier en termes de mesures d'atténuation des risques et mesures de préparation de secours et d'assistance aux sinistrés. Le but étant d'anticiper la réponse afin d'assurer une assistance plus rapide, plus efficace. En cela, le plan prévoit

une sensibilisation des populations sur l'ensemble du pays, en se focalisant sur les poches à risques notamment les quartiers et villages riverains de la côte, des bassins, de la lagune, des cours d'eau et ceux vivant dans les bas-fonds. Les médias seront mis à contribution. Les capacités des services météorologiques devront être renforcées pour améliorer la qualité des prévisions et des alertes.

Pour Lomé, il est identifié des ouvrages et des dépressions naturelles qui connaissent parfois des débordements tels que les bassins d'Agoè Houmbi, Rond Point Adidogomé, CAP Adidogomé, Todman, Togo 2000, Triangle des Rails, Agoè Zongo (FOPADESC), lycée Agoè, Caméléon, et la zone de Baguida et Kagomé. Là où des travaux sont encore inachevés (Caméléon et lycée Agoè), il est prévu des groupes motopompes pour l'évacuation du trop plein d'eau. Les motopompes du Corps

des sapeurs pompiers, du ministère de l'Eau et de l'assainissement et de la mairie de Lomé pourront être mises à contribution. En rappel, plusieurs collecteurs ont été créés dans les zones Agbalépédogan et Afloa-Gakli qui permettent de drainer les eaux pluviales vers la lagune de Lomé par un ensemble de collecteurs et de caniveaux.

Pour ce qui est du système lagunaire de la capitale, un curage est prévu sur le canal d'équilibre et pourra démarrer en mai. Afin d'assurer les opérations de secours d'urgence, le plan prévoit près de 90 millions de francs pour le renforcement des capacités des sapeurs pompiers par la formation et les équipements en abris, et en matériel de secours et de sauvetage des biens et des personnes.

En cas de force majeure, des sites d'accueil d'éventuels sinistrés ont été identifiés et évalués, notamment à Lomé, à Tokpli, Afagnagan, Aklakou et à Kpendjal.

Au ministère de l'Action sociale, on pense déjà y pré-positionner des vivres et des non vivres et les sécuriser pour la protection des biens et des personnes. Le génie militaire est sollicité pour la communication, les travaux de déblayage des sites d'accueil, le montage des tentes et l'aménagement des cuisines, la construction des sanitaires en collaboration avec l'assainissement, et la sécurisation des zones sinistrés.

Pour y arriver, il faudra mobiliser autour de 390 millions de francs dans les toutes prochaines semaines. Il est tout évident que la pluie est aux portes de Lomé. Et que la validation du plan de secours lui-même a déjà pris un retard. Sur ce total, près 133 millions de francs seront consacrés à la prise en charge des sinistrés, et 80 millions au secours et à leur hébergement.

VERBATIM Par Eric J.

De la responsabilité des enseignants

Les élèves des écoles primaires et secondaires de Lomé étaient dans les rues ce lundi matin. Ils ont parcouru plusieurs kilomètres à pieds pour revendiquer, selon eux, «leurs cours». Une situation créée par un mouvement de grève à répétition de leurs enseignants sur appel de la Synergie des travailleurs du Togo, Stt.

Les enfants ont quitté plusieurs bourgades de Lomé pour se retrouver devant leur ministère de tutelle. Au cours de leur déplacement, ils ont bloqué les artères de la capitale, interdisant aux véhicules tout passage sur leur itinéraire.

Dans le quartier des Etoiles, un groupe de ces jeunes s'est donné à un spectacle inédit. Devant des voitures personnelles et de transport en commun, ces élèves se sont couchés à même le sol demandant aux chauffeurs de passer sur eux s'ils veulent forcer le passage. Au même moment, d'autres intimaient l'ordre aux usagers de la route de rebrousser chemin ou de changer de direction. Et tout le monde s'exécutait sans rechigner.

Au bout de la voie, un monsieur prenait des vues quand subitement certains du groupe qui tenait leurs camarades en haleine ont foncé sur lui. Il lui était demandé de montrer les photos qu'il prenait sinon ils vont lui casser son appareil. Le pauvre monsieur tremblait devant ses «jeunes frères» et était sur le point de leur remettre son appareil photo. Il n'avait pas terminé son action quand, à l'aperçu d'une voiture de la gendarmerie, les enfants ont détalé. «J'ai eu chaud. Qu'est-ce que ces enfants sont indisciplinés...» dira-t-il.

Plus loin, juste à côté de la mairie du 1^{er} arrondissement, un conducteur de taxi-moto cherchant à passer à côté des manifestants eut maille à partir avec ces derniers. Un élève prit un gros caillou en lui demandant, sous les applaudissements de ses camarades, d'arrêter son moteur au risque de se voir fracasser son engin ou sa tête. Malheureusement, au lieu de descendre calmement, le zémidjan a voulu raisonner ses frères ou ses enfants qui l'ont bousculé et descendu de la moto, son client avec.

Stupéfaits devant cette scène, plusieurs passants secouaient juste la tête. Ils manquaient de mots pour qualifier cet événement hors du commun. Notre enregistreur n'intéressait personne pour des commentaires. Sauf, une dame qui lança : «est-ce qu'ils comprennent pourquoi, ils sont dans la rue?» Evidemment, ils n'en savent pas grande chose. C'est pour cette raison que le ministre Yacoubou Hamadou a tenu à clarifier aux enfants : «Si c'est ce qu'on vous a dit, on vous a trompés. Les enseignants ne sont pas en grève parce qu'ils réclament leurs salaires, parce qu'ils réclament plutôt l'augmentation de leur salaire. Entre payer nos enseignants et augmenter les salaires de nos enseignants, il y a une différence.»

De toutes les façons, les enseignants sont dans leurs droits de revendiquer l'augmentation de leur salaire et tous autres avantages liés à leur profession. Mais, manipuler les enfants au point de les rendre insolents est une faute professionnelle très grave. A ce point de vue, les enseignants seront les seuls responsables des agissements de leurs élèves au retour des classes.

Production et exportation de gisement de clinker L'usine d'exploitation de ScanTogo Mines construite à 20%

Jean Afolabi

Les travaux de construction de l'usine d'exploitation de calcaire et de production du clinker de la société ScanTogo Mines, filiale du groupe allemand Heidelberg Cement, sont à un «niveau d'exécution de 20%» après leur lancement le 25 avril 2012, a indiqué vendredi Philippe Haegeman, le directeur des travaux de la société ScanTogo Mines cité par l'agence Ecofin. La construction de l'usine d'un coût de 254 millions de dollars, environ 127 milliards de francs Cfa, confiée à la société chinoise Chengdu Design Institute (CDI), devrait durer moins de trois ans et permettre à terme la production de 5000 tonnes de clinker par jour. A cela doivent s'ajouter production de 700 000 tonnes de ciment du Togo (Cimtogo), l'autre filiale du groupe allemand dont la moitié de la production est exportée, pour satisfaire le marché local.

La société ScanTogo Mines a obtenu, pour le calcaire de Sika-Kondji à Tabligbo, un permis d'exploitation à grande échelle, à côté de la société indienne West African Cement (Wacem) qui avait repris dans les années 1990 la société Ciment de l'Afrique de l'ouest (Cimao) pour exploiter le calcaire et produire du ciment dans la même localité. Outre la ligne de production, les autres travaux sur le site sont, d'après l'agence Savoir news, la construction d'un village (avec 102 maisons, une clinique, un guesthouse, un magasin et une salle de sport polyvalent) et des installations



Une vue du site de ScanTogo en construction

pour la manutention et le transport de gypse et de charbon sur le site de Cimtogo et au Port de Lomé).

La richesse du sous-sol togolais en calcaire est indéniable, souligne un récent rapport commandé par les autorités. Avec en sus un port ayant des infrastructures bien adaptées au transport des pondéreux et une expérience de production de deux décennies qui classent le Togo parmi les producteurs et exportateurs majeurs de clinker et de ciment de l'Afrique de l'ouest. A cela viennent s'ajouter les investissements significatifs réalisés par Wacem pour moderniser son usine de Tabligbo ainsi que la rénovation du four de ligne 2 avec un système de filtres plus efficaces et écologiques propices à un rendement efficient.

Cependant, note ledit rapport, il convient de ne pas passer sous silence quelques menaces. Le Niger est ici pointé du doigt. Le pays, qui est un

importateur non négligeable du ciment togolais, vient de commencer la construction d'une nouvelle usine de ciment à côté de la cimenterie de Malbaza dont la production est insuffisante pour approvisionner le marché local. Deux autres projets de construction d'usines de production de ciment sont prévus à moyen terme. En outre, Wacem a acheté au Burkina Faso une unité de broyage de clinker ayant une capacité de production de 450 000 tonnes par an. Enfin, Wacem a annoncé son intention de construire au Mali une unité intégrée clinker/ciment qui aura une capacité de production de 600 000 tonnes par an.

Mais, face à la concurrence, on estime que le Togo peut compter sur ses énormes gisements de calcaire de bonne qualité. Il s'agit des quatre gisements à Mango, Pagala, Aveta (phosphaté) et Tabligbo.

Pour une production pérenne et de qualité dans la région

La gestion intégrée des ravageurs rassemble de nouveau des cotonculteurs à Lomé

Une centaine d'experts-chercheurs, de sociétés cotonnières et d'organisations professionnelles et de producteurs des six pays membres – dont le Togo – du Programme régional de protection intégrée du cotonnier en Afrique (PR-PICA) se réunit demain mercredi à Lomé, et pendant trois, pour un bilan et une restitution des recherches aux fins de la productivité du secteur, de la durabilité, mais aussi de la qualité. Les participants devront partager les informations sur les biotechnologies modernes et la biosécurité dans les pays membres, ainsi que les

informations sur la situation de la production cotonnière dans la sous-région, en termes notamment de la compétitivité des filières cotonnières africaines. Bien entendu, la rencontre se veut également un lieu d'échanges entre les sociétés cotonnières, les producteurs de coton et les partenaires techniques et financiers.

En termes de résultats de recherches, la réunion de Lomé va se pencher sur les stratégies régionales de gestion intégrée des ravageurs et des risques de résistance aux pesticides, sur la protection sur le seuil pour une

production cotonnière performante et durable en Afrique, et également sur le suivi et contrôle de la qualité des formulations de pesticides commercialisées et des risques d'intoxication et de pollution environnementale. Sous ce chapitre, il sera également question de la gestion de la fertilité des sols et de la qualité des semences.

Au regard des difficultés qui ont émaillé les campagnes agricoles précédentes dans la plupart des pays producteurs de coton de la sous-région, il sera abordé

Besoins de liquidités

64 milliards Cfa injectés dans les banques du Togo en une semaine

Dans le cadre de ses adjudications hebdomadaires, la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Bceao) a procédé, valeur 09 avril 2013, à injection de liquidités à taux variables d'un montant de 575,000 milliards de francs Cfa. L'opération est arrivée à échéance hier mardi 15 avril 2013. Elle a enregistré la participation de trente-huit établissements bancaires des huit places de l'Union monétaire ouest africaine (Umoa). Le taux marginal et le taux moyen pondéré sont ressortis respectivement à 2,7560% et 2,8094%.

Les établissements de crédit du Togo s'adjugent 64,100 milliards de francs. Ceux du Bénin s'adjugent du plus gros crédit, à 157,183 milliards, suivis des établissements de crédit du Mali et de la Côte d'Ivoire avec respectivement 114,000 milliards et 83,716 milliards. Le Burkina Faso, le Sénégal et le Niger suivent avec respectivement 67,510 milliards, 48,904 milliards et 30,000 milliards. La Guinée-Bissau s'en est sortie avec 9,587 milliards.

Au cours du mois de février 2013, la moyenne des soumissions

hebdomadaires sur le marché des adjudications est ressortie à 549,0 milliards, en progression de 26,9 milliards, par rapport au mois de janvier 2013, indique la Banque centrale. Le taux moyen pondéré sur le guichet hebdomadaire a baissé de 3 points de base pour s'établir à 3,06%. Sur le guichet mensuel, le montant mis en adjudication a été maintenu stable à 450 milliards au cours du mois sous revue. Le taux moyen pondéré est ressorti à 3,10%, stable par rapport à la précédente adjudication.

Au sein de l'UEMOA les 10 dernières années Le Togo, 6^e importateur de produits chinois

Les importations en provenance de la Chine ont progressé, en moyenne annuelle, de 25,4% entre 2005 et 2011 contre 7,1% pour le total des importations de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa) dont fait partie le Togo. Elles sont ressorties à 1.280,7 milliards en 2011 contre 153,4 milliards en 2000, d'après une analyse de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Bceao). Le Niger et la Côte d'Ivoire sont les principales destinations des produits chinois dans la sous-région avec des parts respectives de 31,1% et 28,0%, suivies du Mali (13,2%), du Burkina (12,8%), du Sénégal (12,4%), du Togo (8,3%) et du Bénin (5,9%). La part des importations en provenance de la Chine dans le total des achats à l'étranger des pays de l'Union est passée de 3,7% en 2000 à 11,2% en 2011. Par pays, cette part a varié en 2011, entre 4,1% en Guinée-Bissau et 43,7% au Niger. Elle s'est établie à 6,3% en Côte d'Ivoire, 8,3% au Sénégal, 9,1% au Burkina, 9,8%

au Bénin, 10,6% au Togo et 12,4% au Mali. La Chine s'est ainsi positionnée au deuxième rang des fournisseurs de la sous-région, derrière la France et devant le Nigeria.

Les importations en provenance de la Chine sont constituées de biens d'équipement et intermédiaires à hauteur de 70%, et dans une moindre mesure, d'une gamme variée de produits alimentaires (9%) et manufacturés (19%). Les produits alimentaires chinois importés dans la sous-région sont essentiellement composés de céréales et de thé. La part de ces produits est en nette régression au cours de la dernière décennie, en raison principalement du regain d'intérêt de la Chine pour les ressources minières et pétrolières de la sous-région, qui a occasionné un boom des flux d'investissements directs et d'importations de biens d'équipement et intermédiaires depuis l'année 2007. Quant aux produits manufacturés, ils sont dominés par

les produits textiles.

Toutefois, en perspective, note la Banque centrale, la fin de la phase d'exploration et l'entrée en phase d'exploitation des projets minier et pétrolier au Niger, devraient atténuer les besoins en biens d'équipement et intermédiaires et accroître les exportations, dont la Chine serait la principale destination. Dans ces conditions, une amélioration significative de la balance commerciale de l'Union avec ce pays serait observée au cours des prochaines années. Le recul des exportations vers la Chine depuis le milieu de la décennie est en liaison avec la contre-performance des filières cotonnières de l'Union, malgré les opportunités résultant de l'expansion de l'économie chinoise. Le coton a constitué le principal produit d'exportation vers la Chine, avec une part estimée à 82% entre 2005 et 2011, contre 90,0% au cours de la période 2000-2004.

Grèves à répétition de la Synergie des travailleurs du Togo, Stt L'Etat entre les réalités économiques et les revendications légitimes des fonctionnaires

* **Le budget de l'Etat actuel ne permet pas de doubler les salaires des agents**

Les 4, 5 et 6 mars 2013, les fonctionnaires togolais ont timidement suivi le premier mot d'ordre de grève lancé par la Synergie des travailleurs du Togo (STT). Hôpitaux, écoles et lycées connaissaient quelques absences. Après ces trois jours de contestation, la STT restait toujours sur sa soif. Elle voulait avoir une suite favorable à sa requête : les précisions sur les décrets d'application concernant le nouveau statut de la fonction publique.

Un mois plus tard, la Stt revient à la charge avec un nouvel ordre de

pour arriver à notre fin », indiquait Nadou Lawson, coordinatrice de la STT.

Des discussions sérieuses ne seront pas engagées entre le gouvernement et la STT jusqu'au 09 avril 2013. La STT durcit alors le ton et lance un mouvement de paralysie totale de la fonction publique les 10, 11 et 12 avril 2013. Cette fois-ci, les élèves du public sont descendus dans la rue pour, disent-ils, appuyer les revendications de leurs enseignants et obliger leurs camarades du privé à se joindre au

Mais en réalité, plusieurs questions demeurent pour résoudre de façon intégrale, comme le revendique la Stt, les doléances des travailleurs. Où trouver l'argent pour doubler les salaires ?

A en croire le rapport final de l'atelier de revue de la mise en œuvre des réformes au 2^{ème} semestre 2012, tenu à Lomé le 25 mars 2013, relativement à l'amélioration des conditions de vie des agents publics et travailleurs, « le budget de l'Etat actuel ne permet pas de doubler les salaires des agents.



Vue des membres de la STT lors d'une AG (Archives)

cessation de travail des agents du public sur toute l'étendue du territoire pour deux jours, les 4 et 5 avril 2013 tout en précisant qu'elle reste à la disposition du gouvernement pour des discussions.

«Le point le plus essentiel des revendications est la revue de la valeur indiciaire qui concerne le salaire des travailleurs qui est le plus maigre dans la sous-région. Cette grève est une forme de pression pour pousser les autorités à convoquer des discussions autour de la plate forme revendicative des travailleurs togolais. Mais si rien n'est fait jusqu'à lundi prochain, une AG sera convoquée pour décider des mesures d'envergure à prendre

mouvement.

Le 14 avril 2013, le gouvernement soucieux de protéger les élèves contre toute forme de violence, réagit par un communiqué qui suspend les cours dans les établissements scolaires de la préfecture du Golfe et de Lomé-commune, jusqu'à ce que des solutions idoines soient trouvées à la crise.

Les écoles étaient bel et bien fermées mais les élèves manifestants se trouvaient de nouveau dans les rues, bloquant le passage aux usagers de la route.

A travers ces différentes manifestations revendicatives, le commun des mortels n'y trouvera rien à reprocher aux syndicalistes.

Une augmentation sensible des rémunérations des agents créerait des difficultés à l'Etat employeur. En outre, une telle mesure ne permettrait pas au Togo de respecter l'indicateur Masse salariale/Recettes fiscales, arrêté à 35% dans l'espace UEMOA.

C'est une réalité économique à laquelle l'Etat togolais ne peut s'extraire. Néanmoins ledit rapport ajoute qu'il est nécessaire « d'intensifier les investissements dans tous les secteurs d'activités et notamment dans les infrastructures pour créer les richesses qui permettront d'améliorer le niveau de vie des salariés ».

OMNISPORTS/

L'Acnoa veut rehausser le niveau des athlètes africains

Au terme de trois jours de travaux en fin de semaine, à Abidjan, les Associations des comités nationaux olympiques (Acnoa), ont convenu de l'élaboration d'une Charte de recommandations pour rehausser le niveau des athlètes africains.

Celle-ci vise à rehausser le niveau des athlètes africains au cours des compétitions internationales dont les Jeux olympiques. L'idée de cette réunion des cadres de l'olympisme est née à l'issue des mauvaises performances réalisées par les représentants du continent aux joutes internationales.

Ces résolutions s'articulent autour d'un plan stratégique de développement orienté, en priorité, sur les Jeux de Rio 2016 et le long terme. Outre cela, les participants doivent informer et sensibiliser l'ensemble des Cno des ambitions de l'Acnoa pour lesdits Jeux. Ils doivent aussi renforcer ses capacités administratives et organisationnelles, œuvrer pour s'approprier l'organisation des Jeux Africains.

Dans le souci donc de faire connaître leurs actions, ils ont convenu d'élaborer de nouvelles stratégies de marketing et de communication. L'athlète étant au centre de toute



Le président de l'Acnoa, le général Lassana Palenfo

activité sportive, il a été décidé désormais de mettre sur pied un plan de développement le concernant. Il s'agira d'identifier et de prioriser les athlètes avec un potentiel par pays, de leur affecter plus de moyens pour assurer une participation qualitative à la prochaine échéance olympique ; mettre en

place des programmes d'entraînement et de compétition pour assurer une participation qualitative aux échéances sportives internationales et la reconnaissance des athlètes africains, après chaque olympiade.

A la suite du travail abattu au cours de cette réunion, le prési-

dent de l'Acnoa, le général Palenfo, a dit sa satisfaction et déclaré sa foi dans le succès des athlètes africains aux jeux de Rio, en 2016. " Nous avons élaboré un travail de belle facture. Et J'ai foi dans le succès des athlètes africains au Brésil ", a-t-il déclaré.

(Avec fratmat)

FOOTBALL/ D1

Le démarrage de la D1 reporté aux 4 et 5 mai

Initialement prévu pour démarrer le 13 avril, le championnat national de première division vient d'être reporté au 4 et 5 mai 2013. C'est ce que révèle un communiqué de la FTF publié vendredi et signé de son Secrétaire général Yvette Klussey.

Pendant longtemps, on y a cru, du moins à la Fédération Togolaise de Football, pendant que les clubs, eux, se pressent lentement ou pas du tout pour accomplir les formalités devant leur permettre de prendre part au championnat.

Finalement, la FTF reporte le démarrage du championnat de D1 en évoquant la tenue d'un mini tournoi de la Coupe de l'Indépendance

dont les demi-finales opposent le 21 avril 2013, Dyto à Gbikinti et l'AS Douanes croise Angés.

Mais les clubs ont une autre explication de ce report. C'est leur courrier envoyé jeudi à la Fédération togolaise de football (FTF) demandant le report du championnat national qui a produit ses effets. L'AS Douanes de Lomé, AS Togo Port de Lomé, de Koroki de Tchamba, de l'Etoile Filante de Lomé, de Gomido de Kpalimé exigent la mise à jour de prélabes avant tout début de la saison.

Pour M. Dongo avant de fixer la date du démarrage de la nouvelle saison, la FTF doit adresser une invitation aux présidents de clubs afin de discuter des contours du



championnat pour éviter les déconvenues de la saison passée surtout de prendre des dispositions pour éviter la réédition des violences qui ont émaillé le championnat passer.

"Nous conditionnons notre participation à la saison 2012-2013 du championnat à la satisfaction de ses prélabes", a-t-il conclu.

FOOTBALL/ AFRIQUE DU SUD

Les vuvuzelas bientôt interdits dans les stades

Découvert par le grand public à l'occasion de la Coupe du monde 2010 en Afrique du Sud, le vuvuzela est devenu un symbole au sein des stades africains. Mais les autorités sud-africaines ont déclaré au journal anglais The Guardian que cet instrument peut se révéler dangereux et prévoient de l'interdire dans les rencontres sportives.

Véritablement révélé pour la Coupe des Confédérations en 2009, mais surtout pour la Coupe du monde 2010 en Afrique du Sud, le vuvuzela est à présent un accessoire incontournable dans les stades africains. Son fameux bourdonnement incessant ne pas laisse pas indifférent les téléspectateurs.

Et en plus des nuisances sonores, cet instrument peut causer des problèmes auditifs en cas d'exposition proche. Résultat, il a été interdit pour la plupart des rencontres sportives en Europe. Mais à présent, c'est le continent africain et plus précisément les autorités sud-africaines, qui sont prêts à le bannir aussi de leurs stades.

C'est le directeur du championnat sud-africain, Derek Blanckensee, qui a annoncé que



l'instance allait se pencher sur cette éventualité dans les semaines à venir. "Nos règles bannissent toutes les armes dangereuses des matchs. Si le vuvuzela en devient un, alors on devra agir..." Car en

plus de la nuisance sonore, les trompettes sont aussi utilisées comme arme. Tout récemment, un individu s'en est pris physiquement, avec un vuvuzela, à un arbitre lors d'un match de championnat entre

les Kaizer Chiefs et les Golden Arrows.

La raison de ce geste surprenant provient de l'exclusion du milieu de terrain des Chiefs Reneilwe Letsholonyane qui a énervé ce supporter. Face à ses éléments, les fans sont surpris que les autorités sud-africaines aient remarqué que maintenant que le vuvuzela consistait un danger pour autrui. "Ils n'auraient pas pu faire ça avant 2010", a confié un supporter sud-africain. En attendant les mesures prises par la Fédération sud-africaine de football, le vuvuzela va continuer à être utilisé dans les stades, mais pour combien de temps encore ?

Source: afrik-foot

ALLEMAGNE/

Le colossal casse-tête de Pep Guardiola

Bayern Munich-FC Barcelone, c'est l'une des affiches des demi-finales de la Ligue des Champions. Un match particulier pour Pep Guardiola, ancien entraîneur des Catalans et futur coach des Bavarois. En effet, c'est sur le technicien ibérique que les dirigeants allemands ont mis en janvier dernier afin d'incarner l'après-Heynckes. Si Guardiola a fait ses preuves en quatre ans au Barça, il découvrira les joies de la Bundesliga à partir de juillet prochain. Mais comment peut-il faire mieux avec une équipe déjà au top ? Pour égaler ou surpasser le Bayern actuel, Guardiola aura fort à faire. Car cette saison, l'équipe de Jupp Heynckes est une véritable machine à gagner. En quarante-quatre matches toutes compétitions confondues, les Bavarois ont seulement subi trois défaites. Sacrés à six journées du terme de la Bundesliga, ils ont fait tomber pas mal de records en championnat. Demi-finalistes de la Ligue des Champions et de la Coupe d'Allemagne cette saison, les coéquipiers de Ribéry peuvent toujours réaliser un triplé historique. Des résultats qui mettent implicitement la pression sur le futur entraîneur du Bayern Munich. En plus de découvrir le football allemand, celui dont on attend qu'il apporte plus de technique aux Munichois, devra s'adapter tactiquement lui qui a souvent évolué avec des petits gabarits en Catalogne. Mais Guardiola bénéficie de la totale clémence de ses dirigeants, conscients qu'il sera difficile de faire mieux sachant qu'il reprend une équipe déjà impressionnante.

ANGLETERRE/

Man City poursuit sa coûteuse opération blindage

Champion d'Angleterre sortant, Manchester City ne devrait pas conserver sa couronne. Ajoutez à cela un parcours désastreux en Ligue des Champions pour la deuxième année consécutive et vous obtenez un cocktail très frustrant pour les stars du club. Un mécontentement qui n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd puisque de nombreuses grosses écuries européennes en ont profité pour déclarer leur flamme à certaines d'entre elles telles que Yaya Touré.

Alertée, la direction manchesterienne a alors réagi en sortant son chèque afin de blinder ses têtes d'affiche. Une tactique qui fonctionne puisque l'Ivoirien a récemment prolongé son bail. Et aujourd'hui, c'est l'Argentin Sergio Agüero qui est au cœur du problème. Annoncé dans le viseur du Barça et du Real Madrid, l'ancien Colchonero est lié aux Citizens jusqu'en 2016. Pas d'urgence donc, sauf pour City qui souhaite, selon Metro, prouver son attachement à sa star en lui offrant un nouveau bail.

Aucun détail financier n'a été précisé par le média anglais, mais toujours est-il que les Skyblues devront se montrer généreux. Actuellement, Agüero jouit d'un salaire mensuel de 600 000€. Des émoluments confortables qui devraient donc être revus à la hausse. Pas une bonne nouvelle pour les finances du club, mais avec 33 buts inscrits en 59 matches de Premier League, dont celui du titre la saison passée, l'Argentin est un élément dont City ne peut se passer, surtout si Tevez et/ou Dzeko plient bagage l'été prochain.

moovzone
Appelez jusqu'à 7 F la minute selon l'heure et l'endroit. **no limit**

Chez Moov nous savons que plus les tarifs baissent, plus vous êtes contents. C'est pourquoi nous avons créé Moovzone. Désormais vous pouvez profiter de réductions sur vos appels vers moov allant jusqu'à 95% selon l'heure et l'endroit où vous vous trouvez.

Pour afficher le taux de remise sur votre écran de téléphone, activez les paramètres de diffusion cellulaire.

Pour souscrire, tapez *106*5#

-95%
-30%
-40%
-30%
-10%
-20%
-90%
-50%
-40%
-80%

groupe **etisalat**

www.moov.tg Service clients : 777 (gratuit) ou 9999 7777 (payant)

REPERES

Guerre de responsables syndicaux

Des centrales syndicales à l'instar de CGCT, CNTT, CSTT, GSA, UGSL et UNSIT ont animé une conférence de presse le mardi 09 avril 2013, à la Bourse du Travail, CNTT pour se prononcer sur la décision de "certains représentants de la Synergie d'écarter certaines centrales des négociations".

Les secrétaires généraux des centrales ont réaffirmé leur position concernant des négociations sans exclusion. En effet, les centrales syndicales précitées accusent la Synergie des Travailleurs du Togo (STT) de vouloir discuter avec le gouvernement à propos des conditions de vie et de travail des fonctionnaires togolais sans les associer. "Le vrai problème qui s'est posé et qui demeure est le choix des stratégies et des moyens : alors que les centrales ont choisi d'aller étape par étape (statut général de la fonction publique, grille et valeur indiciaires, autres décrets d'application), la Synergie a opté pour le tout, ici et maintenant", lit-on dans la déclaration liminaire de ces six centrales.

Comment réduire les tracasseries des assurés

"Faire soigner en préservant les revenus des ménages" est le thème retenu pour une série de manifestations marquant les 12 mois d'existence de l'Institut national d'assurance maladie (INAM).

Les responsables de l'institut ont d'ailleurs profité de l'occasion pour ouvrir officiellement le 09 avril 2013, des bureaux de liaison des CHU Sylvanus Olympio, Campus, Lomé-Commune et l'hôpital de Bè. Le 10 avril 2013, l'institut a continué ses activités en animant au Casef à Lomé, une conférence-débat relative à ses prestations. L'ouverture des bureaux de liaison a pour objectif de réduire les tracasseries des assurés dans les centres sanitaires accrédités par l'INAM. "Au démarrage des activités de l'INAM en mars 2012, nous avons été très attentifs et nous nous sommes engagés à être à l'écoute de nos clients. Très vite, nous avons compris qu'il y a quelques difficultés à accomplir les démarches pour se faire soigner", a déclaré Myriam Dossou, directrice de l'INAM. "Après étude et un tour au niveau de nos prestataires, nous avons décidé de mettre en place des relais au sein des centres sanitaires les plus fréquentés pour permettre aux assurés d'avoir accès directement à l'information essentielle de l'INAM", a-t-elle fait comprendre.

En attendant ...

"...les neuf parlementaires concernés ont exprimé leur désir de reprendre le dialogue avec les autorités dans le cadre d'une médiation et ont sollicité l'assistance de l'UIP pour l'organisation d'une telle médiation ; ils se sont dits désormais disposés à accepter une réparation financière, à l'exception de M. Fabre, Président du Parti, qui est resté sur sa position initiale de demande de réintégration à l'Assemblée nationale ; ce dernier a néanmoins indiqué qu'il pourrait se contenter d'un franc symbolique si son parti décidait d'accepter une réparation financière". C'est en filigrane l'information essentielle de la décision de l'Union interparlementaire (UIP) prise le 27 mars dernier à Quito en Equateur. En effet, suite à une demande de médiation dans le cadre de l'affaire des 9 députés exclus de l'Assemblée nationale togolaise, le Comité des droits de l'homme des parlementaires a effectué une visite à Lomé du 2 au 5 mars 2013. Après avoir rencontré les autorités togolaises et les concernés, et conformément à la procédure d'examen et de traitement, par l'Union interparlementaire, de communications relatives à des violations des droits de l'homme dont sont victimes des parlementaires, le comité a soumis un rapport au Conseil directeur de l'Union interparlementaire. Lequel rapport retrace les échanges intervenus entre le comité et les autorités togolaises d'une part et les concernés d'autre part. Il ressort que les députés exclus sont disposés à accepter une réparation financière (soit trois millions de FCFA). De même que l'autorité va bientôt soumettre à l'Assemblée nationale, un projet de loi contre la "transhumance politique". Ce qui est important est la manifestation des deux partis à reprendre le dialogue sous la médiation de l'Union interparlementaire.



Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Imprimerie: St Laurent

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction
Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO
Tony FEDA

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

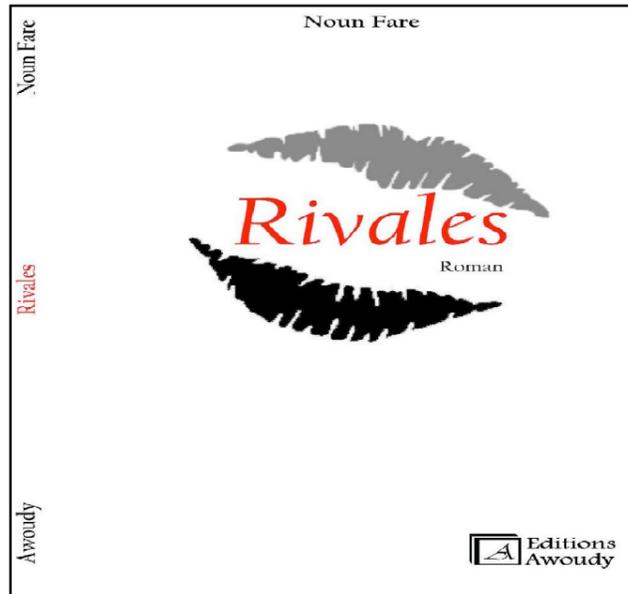
Graphisme
BOGLA G.

Ça chuchote

Rivales, un premier roman de Noun Faré

Le premier roman de la journaliste Noun Faré, à paraître très prochainement aux Editions Awoudy (Collection cachet), sent déjà le souffre, rien qu'à lire le résumé de la quatrième de couverture. Comme le souligne bien ce sermon de la mère de la narratrice: "Tu ne sers à rien qu'à divertir des hommes libidineux et frustrés, incapables de répondre aux envies de leurs femmes fanées par des parturientes. Ils te marqueront de leurs spermés et t'abandonneront, las. Cette attirance que tu exhibes, tu verras qu'elle n'est que l'odeur, trop forte, d'urine et d'éjaculat que tu gardes dans tes caleçons".

Auteur d'une première nouvelle,



La sirène des bas-fonds, sans doute dans la même veine des secrets du boudoir, Noun Faré exerce dans le genre populaire, plus ou moins roman à l'eau de rose ou des histoires de la collection Adoras des éditions NEI-CEDA ou Harlequin. Publiée dans un premier temps dans la collection "J'aime" des Editions Awoudy, on s'intéressera à la parution de ce premier roman dans une nouvelle collection dite "Cachet".

Jeune journaliste fraîchement sortie de l'Ecole supérieure de journalisme (ESJ), Noun Faré exerce comme journaliste web et est formatrice dans des instituts universitaires.

Littérature

Roberto Saviano revient avec une enquête sur le trafic de cocaïne

Le célèbre auteur de Gomorra, Roberto Saviano, fait son grand retour avec Zero zero zero, une enquête sur le narco-capitalisme qui est sorti ce 5 avril dans les librairies italiennes. Gros succès annoncé.

Bien qu'attendue depuis longtemps, la nouvelle n'en est pas moins sensationnelle pour la communauté des lecteurs de Roberto Saviano, mais aussi pour la communauté plus grande encore de ses fans. Zéro Zéro Zéro, le

nouveau livre de l'écrivain napolitain sort le 5 avril en librairie, aux éditions Feltrinelli. Quatre-cent cinquante pages (au prix de 18 euros) consacrés, comme l'a dévoilé l'éditeur, à la cocaïne: "La plongée d'un grand écrivain au cœur des cercles infernaux du monde contemporain. Le narcotrafic à l'assaut des sanctuaires de l'économie mondiale. Le portrait d'une époque obsédée par la dépendance. L'appât du gain. La consommation.

La cocaïne est la denrée la plus usitée, désirée et commercialisée de notre temps. Elle incarne les rêves d'excès sans limite qui rongent nos vies et notre société. L'or blanc qui enflamme les corps mais détruit les esprits".

À Francfort, lors de la dernière foire du livre, ce nouveau "vrai-faux roman" a été vanté comme un des fleurons du catalogue d'Andrew Wylie, le mythique agent littéraire américain qui a remplacé Roberto Santachiara aux commandes de l'oeuvre de Roberto Saviano. Andrew Wylie compte dans son écurie des auteurs du calibre de Saul Bellow et Philip Roth. C'est un des plus importants agents au monde, peut-être le plus puissant dans l'absolu. Un agent qui mise sur l'édition de qualité et déclarait récemment à propos de sa société, dans une entrevue [au magazine italien Studio]: "Je suis extrêmement satisfait: notre pari de monter une agence en se focalisant sur la qualité de ce que nous

représentons, sur les idées, sur la bonne prose, et non sur la course au bestseller, se révèle payant".

Le nouveau livre de Roberto Saviano, à en croire le succès de l'auteur sur son site et à la télévision, est bien parti pour conquérir les cimes des classements. Pour les inconditionnels de Saviano, Gomorra avait creusé un clivage dans la manière de faire de la littérature en Italie, et annonça un retour au réalisme, ou mieux un exemple réussi de "nouveau réalisme". Ils seront sûrement les premiers intrigués et intéressés par ce nouveau parcours narratif et d'investigation, un mélange des genres qui réussit bien à Roberto Saviano. Le titre Zero Zero Zero fait allusion à la cocaïne la plus pure, une sorte de jeux de mots inspiré par la "farine double zéro". Sept ans après Gomorra, Saviano se confronte donc de nouveau à son public. Après un livre qui dans un sens "a fait date", ce n'est pas une mince affaire.

Magazine Lire

Arts plastiques

Sokey Edoth en vernissage depuis le 05 avril dernier



L'artiste plasticien Sokey Edoth expose des œuvres réalisées pendant ses études à la Galerie AF, près du Lycée Français. Il s'agit de nus de femme, une première chez ce peintre.

Artiste qui n'est plus à montrer, Sokey Edoth, l'un des plus vendus sur le marché, a conçu des œuvres qui expriment une certaine liberté d'expression au temps du parti unique.

Vient de paraître

Les tumultes de vies de Francine Ayéssou Komla

La littérature togolaise s'agrandit avec l'arrivée d'une nouvelle écrivaine, Francine Ayéssou Komla, journaliste indépendante résidente aux Pays-Bas. Elle vient de publier un recueil de nouvelles, Les tumultes de vie aux Editions-Panthéon (France). Dans ce nouveau recueil qui porte sur les relations humaines, l'auteur, à travers 10 nouvelles dramatiques, tragiques voire comiques, décrit les relations entre les hommes dans un univers multiculturel. Des histoires illustrées et suivies d'épilogues qui conduisent à des réflexions, bases aux solutions ou réponses aux questions qu'elles

peuvent susciter. Ce recueil de nouvelles est vendu en ligne sur www.amazon.fr, www.fnac.com, www.i-kiosque.fr, www.editions-pantheon.fr... En version papier et digitale. "Les Tumultes de la Vie" est un recueil de nouvelles qui sera publié en Tomes à parution périodique" a annoncé l'auteur.

"Dans mon aspiration de vouloir tendre la main à notre société d'aujourd'hui rempli de déception, de tension, de solitude et d'agression qui tourment parfois au drame, j'écris cette série de recueil de nouvelles" a-t-elle précisé.

Lutte contre la pauvreté

Un programme pour consolider les bases lancé à Kara

Etonam Sossou

Le Programme d'Appui au Développement à la Base, PRADEB, a été officiellement lancé à Kara le 12 avril 2013, par la ministre du développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, Victoire Tomégah Dogbé en présence de Christian Adovelande, le président de la Banque ouest africaine de développement (BOAD) principal partenaire financier du PRADEB

Le PRADEB est un ambitieux programme du ministère du développement à la base destiné à réduire la pauvreté via l'appui au développement à la base et la promotion de l'emploi des jeunes. Il constitue en d'autres termes le résultat des expériences pilotes réussies, notamment le programme de plateformes multifonctionnelles qui a permis d'installer 50 plateformes multifonctionnelles au profit de 100000 bénéficiaires directs et indirects ainsi que du projet de soutien aux activités économiques des groupements qui a permis d'octroyer environ 5 milliards de microcrédit à plus de 50000 membres de groupements, essentiellement des femmes. Le PRADEB se situe également dans le prolongement des actions déjà engagées pour appuyer l'insertion socioprofessionnelle de plus de 2000 jeunes à travers des formations en techniques de gestion et un appui en équipement.

Financé à hauteur de 7,1 milliards de F CFA dont 6 milliards par la BOAD, et plus d'un milliard par l'Etat et les bénéficiaires, le PRADEB est destiné à encadrer, pendant une période de 5 ans, environ 500 groupements d'intérêt économiques en leur facilitant l'accès au microcrédit, à installer 200 plateformes multifonctionnelles au profit d'environ 400 mille personnes et à créer environ 4.000 micro et petites



Victoire Tomégah Dogbé, Ministre du Développement à la base

entreprises au profit des jeunes diplômés et artisans, pouvant générer 12.000 emplois indirects.

«Le programme vise à consolider les bases institutionnelles et professionnelles des groupements d'intérêts économiques afin de faciliter l'accès des populations rurales à des services énergétiques modernes et de réduire le chômage des jeunes. Tout ceci vise à terme l'autonomisation des populations à la base, gage d'un développement durable et d'une meilleure cohésion sociale dont nous avons tant besoin dans notre pays», a indiqué Mme Tomégah Dogbé.

Pour elle, le contexte socio économique de notre pays, marqué par la paupérisation des populations, a amené le gouvernement ces dernières années à définir de nouvelles orientations fondées sur l'éclosion des capacités productives des communautés en vue de la création des richesses.

«J'ai la conviction que le développement, la lutte contre la pauvreté commence vraiment par le développement à la base. Si nous n'apportons pas des solutions aux préoccupations quotidiennes de nos populations, je ne crois pas que nous avons trouvé la solution dans le cadre

de la lutte contre la pauvreté», a dit pour sa part M. Adovelande.

Après la cérémonie officielle de lancement, Mme Tomégah Dogbé et M. Adovelande ont effectué une visite à la plateforme multifonctionnelle de Koudjoukada, un village du canton d'Atchangbadé dans la préfecture de la Kozah, à une vingtaine de kilomètres de la ville de Kara.

Pour rappel, une plateforme multifonctionnelle est une structure décentralisée d'énergie qui fonctionne à base d'un moteur diesel entraînant des modules de transformation de produits agricoles (moulin à maïs, râpeuses de manioc, égreneuses de riz, malaxieuses, décortiqueuses, concasseuses, presses à huile, etc.) selon les besoins des communautés. Ces machines sont conçues pour se substituer à la force des habitants des zones rurales afin d'alléger leurs corvées quotidiennes, de renforcer l'autonomie financières des femmes et de générer des emplois au niveau local. Elles sont équipées d'un alternateur fournissant de l'énergie pour l'électrification des villages et pour des opérations de soudure, d'aiguillage, de menuiserie, de charges de batteries de voitures et de portables, etc.

Source: mindev.tg

Pour être indépendantes

Les filles apprennent un métier

Des femmes se lancent de plus en plus dans l'apprentissage des métiers pour être autonomes et plus respectées dans leur communauté. Consciencieuses dans leur travail, elles sont plus appréciées et moins enclines à vouloir à tout prix se marier et risquer d'être maltraitées.

«Quand je vois toutes les humiliations que ma tante subit dans son foyer, je suis encore plus motivée à bien maîtriser la couture. Ma tante ne sait rien faire, son mari s'occupe de tout et n'a aucune considération pour elle », explique Gina, une divorcée, assise dans son atelier de coiffure. Comme d'autres filles, elle s'est lancée dans l'apprentissage d'un métier au point de concurrencer les hommes. D'autres montent des ateliers, les gèrent et utilisent de la main-d'œuvre masculine. Du coup, elles mènent calmement leur vie.

Grâce à cette vie professionnelle, elles s'autofinancent et supportent seules leurs charges familiales notamment, le loyer, les frais scolaires, les soins médicaux, la nourriture... C'est le cas de Myriam, qui s'est lancée dans l'entretien et la réparation des frigos. Cette jeune femme de 35 ans, mère de trois petits enfants est employée à l'atelier « Froid Plus ». Grâce à ce métier, ses enfants étudient

dans une école privée bien réputée où évoluent la plupart des enfants des hommes d'affaires et des responsables de l'administration.

Piliers de la famille

Au quartier Anomé, au garage « Dieu est capable », trois femmes garagistes réparent des véhicules. A l'instar de leurs collègues hommes, elles se couchent sans inquiétude en dessous des véhicules pour les réparer, placent et remplacent des amortisseurs des véhicules, etc. Avec cet emploi, ces femmes sont considérées comme le pilier de leurs familles. L'une d'elles fait étudier d'ailleurs ces petits frères à l'université et supporte toute sa famille. «J'ai compris dans la vie, qu'il faut toujours tenir jusqu'au bout et devenir autonome. Je m'apprete à ouvrir mon propre garage car je me suis procuré une boîte d'outillage, des clés passepartout, une machine à soudure et un groupe électrogène », assure, joyeusement, Mawunyo

Edoh qui croit dur comme fer voler de ses propres ailes dans l'avenir. Pierrette Abui, sa collègue, spécialiste dans la réparation des pompes à essence, ajoute qu'elle ne pense plus au mariage. Elle s'oppose au mariage où les hommes pensent qu'une fois mariée, l'épouse est considérée comme une gardienne de la maison et souhaite que la loi sur la famille soit modifiée. Dans le Code la famille togolais en effet, l'homme est le chef du foyer. Une disposition qui pousse certains hommes à narguer et dominer leurs épouses. Par ailleurs, dans la tradition de la région, une femme qui n'est pas mariée, même si elle est riche, fait généralement l'objet de mépris et des critiques de la part de sa famille et de son entourage. Mais sous l'influence d'une nouvelle génération de femmes travailleuses, célibataires et fières, cette mentalité tend à disparaître.

Télécommunications

Les officiers supérieurs étaient en visite chez Moov-Togo



Les officiers supérieurs des FAT face aux responsables de Moov-Togo

Les officiers supérieurs des forces armées togolaises étaient dans les locaux du nouveau siège de la direction technique de Moov-Togo le 12 avril 2013. S'inscrivant dans le compte d'un stage, cette visite a permis aux officiers supérieurs d'avoir des

notions sur les technologies de l'information et de la communication ainsi que les télécommunications. «Nous avons été sollicités par l'Etat Major pour accompagner les officiers supérieurs dans leur sortie », a déclaré le Directeur Général de Moov-Togo, Djibril Ouattara.

Avant d'ajouter que son entreprise a donné un avis favorable à cette demande car elle a jugé que les officiers ont besoin de savoir où vont les technologies de l'information et de la communication ainsi que les enjeux des télécommunications en particulier le cas du Togo.

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°224 DE LOTO KADOO DU 05 AVRIL 2013

Nous sommes le 12 Avril et le tirage de Loto Kadoo auquel nous assistons porte le N°225.

Lors du dernier tirage de Loto Kadoo, l'essentiel des gros lots a été gagné à l'intérieur du pays.

En effet, les points de vente 2010, 4067 et 4029 basés respectivement à ATAKPAME et KPALIME ont recensé un lot de 500.000F CFA, un lot de 750.000F CFA et un gros lot de 1.000.000F CFA.

A LOME, les opérateurs 5032 et 7003 a fait le bonheur d'un parieur qui a remporté chacun un lot de 1.000.000F CFA

La remise des lots à LOME se fera au siège de la LONATO et à l'intérieur du pays dans les Agences Régionales.

AVEC LOTO KADOO, TOUS LES VENDREDIS,
UNE FAÇON DE DEVENIR TRÈS RICHE BONNE CHANCE A TOUS !!!

LOTO KADOO

Résultats du tirage N°225 de Loto Kadoo du Vendredi 12 Avril 2013

Numéro de base

86

78

23

33

17

Numéros de bonus

51

15

LOTTO DIAMANT

Résultats du tirage N° 635 de Lotto Diamant du lundi 15 Avril 2013

Numéro de base

**

**

**

**

**